

Union syndicale CGT des Services publics parisiens
3, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris. Tél. : 01 44 52 77 05. Fax : 01 44 52 77 29.
Courriel : cgt.syndicat@paris.fr Site : <http://us-cgt-spp.org>



2015 : résultats décevants, carton rouge à Madame Hidalgo, Maire de Paris

Pour la première fois, depuis 2010, la CGT a décidé de contribuer à construire un rapport de force unitaire afin de faire plier l'exécutif sur une revendication très simple visant à attribuer un ratio de promotion de 100 % pour tous.

Un préavis de grève a été déposé à l'appel des sept organisations syndicales en direction de l'ensemble du personnel le 15 octobre dernier... Deux réunions s'en sont suivies avec la DRH, où malgré de nouvelles propositions trop éloignées, des revendications des personnels n'ont pas abouti !

Est-ce le manque de mobilisation à l'appel à la grève face à la volonté de ne rien lâcher de la Mairie de Paris qui a conduit à de faibles avancées ? La question se pose...

Depuis cinq ans, nous ne pouvons que constater le gel du point d'indice.

Le vote unanime des syndicats émis contre les propositions de ratio pour 2016, 2017, 2018 a renforcé la position exprimée par la CGT d'une carrière linéaire pour tous.

Les mêmes organisations syndicales ont voté contre aussi toutes les mesures visant à accompagner les réorganisations de service ainsi que la politique de redéploiement d'une direction à l'autre.

Car attention : « Qui dit redéploiement dit suppressions ! » L'histoire est riche d'enseignements ! Malgré ces deux votes négatifs, l'exécutif et l' élu chargé des personnels ont paru surpris du résultat... ça en dit long pour la suite...

Le dialogue social a du plomb dans l'aile, c'est sûr ! On comprend mieux pourquoi Madame la Maire de Paris, Anne Hidalgo, entend reprendre la main. Ainsi le 27 janvier, elle propose l'organisation d'États généraux du dialogue social à la Ville de Paris.

Six ateliers sont proposés :

- Inaptitude/mobilité/absence au travail.
- Égalité/diversité.
- Politique indemnitaire.

- RPS qualité de vie au travail.
- Handicap.
- Méthode du dialogue social.

On est loin des thèmes majeurs qui font la vie de chacun, comme l'emploi, le transport, le logement, la santé, la carrière, le statut, le service public, la restauration, l'action sociale...

La CGT a refusé de participer à la Conférence sociale du 23 février 2015, ceci à l'initiative du président Hollande.

Une fois de plus, la lecture de cet ordre du jour correspond à la technique d'enfumage si bien employée par l'exécutif municipal.

Aucune place ne s'ouvre aux dossiers revendicatifs, quelle place Madame Hidalgo a décidé de donner à la négociation ? Y a-t-il vraiment une place ?

La CGT vous donne déjà rendez-vous dès le 26 janvier, dans la construction d'une journée d'action nationale sur l'augmentation des salaires et du point d'indice.

Une initiative rendue tellement nécessaire, d'autant qu'est abandonné depuis début janvier 2016 l'avancement minimum, acquis si chèrement par la lutte.

Oui, nous devons tous ensemble anticiper le dégel et nous mobiliser.

2016 sera une grande année, on devra nous entendre.

Je vous adresse les meilleurs vœux de toute la CGT en vous souhaitant que 2016 vous apporte santé, solidarité et le succès dans nos revendications.

Pascal Muller, secrétaire général.

UNSA Administrations parisiennes
2 bis, square Georges-Lesage, 75012 Paris
Tél. : 01 43 47 84 88. Fax : 01 43 47 84 86.
Courriel : administration.unsa@paris.fr



Avenir (4)

Selon le Premier ministre, « la gestion des ressources humaines de l'État manque de performance, elle repose trop sur les procédures au détriment du développement des compétences et de l'accompagnement des agents ». Ce constat dressé suppose une stratégie annuelle de modernisation des politiques de l'État que devrait conduire Marylise Lebranchu. Le projet a été confié à Thierry Le Goff, ancien DRH de la Mairie de Paris et actuel directeur général de l'administration et de la fonction publique. Cette annonce du 2 novembre 2015 reprend un constat ancien. Elle exprime un doute des agents à les accompagner de façon personnalisée alors que l'État serait un médiocre gestionnaire des ressources humaines. Concrètement, le blocage des rémunérations renforce le scepticisme et le découragement car les améliorations pécuniaires dépendent alors de rares avancements et de primes.

Cette politique sera arrêtée début 2016. Elle reposera sur la professionnalisation de la fonction RH et la définition de priorités pluriannuelles en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, de politique salariale, de formation, de management des cadres, de conduite du dialogue social, de prévention des conflits d'intérêts et de promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

La direction générale de l'administration et de la fonction publique deviendrait la DRH de l'État et certainement de toute la fonction publique. Elle devrait définir et piloter ces politiques ; définir des standards interministériels de performance, de simplification et de dématérialisation des process RH. La démarche doit s'appliquer dès 2016 dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR) : une feuille de route pluriannuelle est attendue.